

États Généraux
sur la Situation et l'Avenir de
la Langue Française au Québec

MÉMOIRE

POUR CHANGER LES PARADIGMES
ET MODELER NOTRE ENVIRONNEMENT

Martin Painchaud

Présentation de l'auteur

Diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales et de l'École Polytechnique, Martin Painchaud est né à Montréal en 1970 d'une mère monoparentale franco-québécoise. Bien qu'issu d'un milieu défavorisé, il est initié aux voyages dès son jeune âge et se passionne pour la diversité culturelle. Ceci l'incite à consacrer plusieurs années à l'étude des langues (anglais, allemand, espagnol, russe et arabe) dans le but d'acquérir une meilleure définition du monde.

Quoique polyglotte, le français demeure incontestablement la langue à laquelle il vibre. Il devient sensible et davantage éveillé au fait que des centaines de milliers de ses concitoyens vivent dans la plus totale ignorance de la langue française et dans une profonde indifférence vis-à-vis la culture québécoise; il y a de quoi s'indigner. Ayant bénéficié de quelques séjours à l'étranger entre autres lors d'un projet de coopération en Équateur à titre de coopérant, lors de la construction d'un aéroport en Algérie à titre d'ingénieur et lors d'un long périple solitaire à vélo à travers l'Europe, il a eu l'occasion de prendre du recul et de réfléchir à la situation linguistique au Québec.

Bien que citoyen du monde, Martin Painchaud est profondément enraciné dans sa culture et l'avenir du français est un sujet qui le préoccupe quotidiennement. Lorsqu'il arpente les rues de sa ville, il aime interagir avec ses acteurs et colliger les différentes visions de Montréal qui s'y opposent. Après trente ans d'observation, d'écoute, de discussions animées et de débats parfois fort émotifs avec des gens de toutes classes et origines, il constate avec amertume que le français demeure méprisé; loin de l'hégémonie à laquelle il prétend, il échoue à s'implanter de manière confortable à titre de *lingua franca*.

C'est à titre de témoin lucide et critique de cette société pluraliste aux clivages trop évidents qu'il désire apporter sa contribution à l'exercice essentiel que constituent les états généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.

Résumé

Par une série d'erreurs de parcours ou de circonstances défavorables, les francophones ont toujours été menacés d'extinction en Amérique du Nord. De la conquête anglaise jusqu'à la déportation des Acadiens en passant par le rapport Durham, l'exode de milliers de francophones en Nouvelle-Angleterre et les migrations interprovinciales, rien ne favorise à priori l'émancipation d'une culture de langue française en Amérique du Nord. Les Québécois ne peuvent compter que sur leur volonté intarissable à cet effet.

Les lois linguistiques ont certes eu un impact positif sur la place du français dans notre société, mais elles ne suffisent plus à la tâche. On a créé une façade, un décor derrière lequel il reste à échafauder la structure. Il faut définir de manière plus précise le rôle du Québec dans la mosaïque internationale. Si l'un de ses rôles consiste à préserver la richesse que constitue son héritage culturel, alors il faut prendre les moyens qui s'imposent. Il est irréaliste de penser que les deux cultures, française et anglaise pourront évoluer simultanément au Québec, l'une ayant toujours l'avantage sur l'autre. Il est faux de croire aux prétentions du Canada d'être un pays bilingue. Floué par ce mensonge, le Québec devient de plus en plus anglophone alors que le reste du Canada est résolument unilingue anglais. Il s'opère un déséquilibre au détriment du français.

Pour rétablir une certaine symétrie, il s'agit de faire du Québec une société dont le français est la langue officielle à tous les niveaux : L'éducation, les affaires, les services gouvernementaux etc. Montréal joue un rôle clé à l'intérieur du Québec. À l'heure actuelle, la métropole française sombre dangereusement sous l'assaut des anglophones qui viennent de partout. Il faut mettre en place des mesures qui limitent l'afflux de non francophones et encouragent celle des francophones. Est-il normal que le centre-ville de Montréal soit envahi par des étudiants étrangers venus étudier exclusivement en anglais ? Ce n'est certainement pas le rôle du Québec de promouvoir la culture anglophone. Il y a là un paradoxe étonnant.

Pour faire du français une langue incontournable, le Québec a besoin de l'appui de toute sa population. Il faut mettre un terme au clivage entre francophones et anglophones et ériger une société plus cohérente et homogène. Entre-déchiré, le Québec ne pourra

lutter bien longtemps pour sa survie. De plus, il faut développer un profond sentiment d'appartenance des Québécois envers leur langue et une volonté de l'imposer. Or, les Québécois qui se perçoivent encore trop souvent comme un peuple minoritaire, manquent de confiance pour imposer leur langue. Dans la logique d'un Canada bilingue, ils s'abaissent plutôt aux exigences de l'envahisseur. Il faut modifier les paradigmes en action pour que le peuple québécois se considère enfin comme majoritaire au sein de l'espace qu'il occupe, c'est-à-dire le Québec.

Préambule

Je vis au centre d'une grande ville d'expression française. En fait, la deuxième plus grande ville francophone au monde. Là où j'habite, les 2^e et 3^e étages sont occupés par des étudiants. Ils ne parlent pas français, mais c'est seulement parce qu'ils étudient à l'Université Mc Gill. D'ailleurs, c'est le cas de 90% des résidents de la rue de Bullion et des rues environnantes. On les reconnaît facilement car lorsqu'on leur lance un « bonjour! » ils ont plutôt tendance à froncer les sourcils, l'air de se demander si on parle un dialecte d'Afrique septentrional. Par pur respect, ils finissent par répondre « Hi ! ». Au coin de la rue, il y a un sympathique épicier d'origine indienne. Bien sûr il ne parle pas français, mais il faut comprendre qu'il n'est ici que depuis 25 ans... Alors comme tous les francophones qui fréquentent son commerce, j'en profite pour améliorer mon anglais. Sacrée opportunité !

La fin de semaine, j'adore me promener dans le vieux quartier. Au centre de la place principale de ma ville se trouve la colonne Nelson, un symbole auquel j'aime m'identifier car il me rappelle sans cesse que je fais partie d'un peuple conquis. Cela m'évite de développer une trop grande confiance en moi. Hier soir j'ai été convié à une soirée en compagnie d'une douzaine d'amis. Puisque le copain de Nathalie habite l'ouest de la ville, nous nous sommes entendus pour tous communiquer exclusivement en anglais. Après tout, comment s'attendre à ce que le commun des mortels puisse parler une langue aussi inintelligible et rébarbative que le français. À mon retour, alors que je déambulais sur la rue St-Denis, un jeune anglophone expliquait à un canadien nouvellement débarqué, que ce petit quadrilatère était ni plus ni moins le quartier français de Montréal. Simplifié de la sorte, cela pris une connotation si folklorique que je me suis un moment cru à la Nouvelle-Orléans (le Mississippi en moins). Il a de plus exhorté son camarade à ne pas s'astreindre à l'apprentissage du français (exercice superflu) car selon ses mots : « Montreal is english ». Il doit aussi avoir conseillé mon amie Li Chang, une immigrante de Hong Kong qui après des études à l'Université Concordia a décidé de s'installer ici. Elle n'a malheureusement pas le temps de s'inscrire à des cours de français, trop occupée qu'elle est avec ses leçons de danse moderne et ses ateliers de peinture.

Aujourd'hui, je suis allé faire des achats. En parcourant la rue Ste-Catherine, j'ai baissé la tête sous le poids de l'assurance désinvolte qu'affichaient les anglophones autour de moi. Intimidé par leur arrogance à mon endroit, je me suis fait plutôt discret. Un peu plus loin, des manifestants pro Palestiniens arboraient des affiches bilingues en arabe et en anglais. En traversant Atwater, Bishop, Crescent et University, je m'imaginai sans peine sur Bay Street à Toronto. Quelle étrange sensation que d'être ainsi dépaysé à deux pas de chez-moi ! Aurais-je été dupé durant toutes ces années à me faire croire que j'étais effectivement chez-moi. En face, le majestueux cinéma Paramount s'enorgueillissait de sa programmation toute anglophone. Soudain je me suis mis à asphyxier. Les silhouettes qui m'entouraient se transformèrent en ombres menaçantes et les sons qui résonnaient à mes oreilles m'étourdirent. J'éprouvais un malaise grandissant de même qu'une détresse indéfinissable. Détresse d'être un navire sans port, minuscule dans cette mer agitée.

Le souffle court, j'ai gagné la rue St-Laurent et me suis arrêté dans un bistro : « How can I help you ? » Je me suis dirigé vers mon domicile. De mon bunker, je domine parfaitement la situation et puis à nouveau me persuader que l'avenir de la culture française au Québec est assuré...du moins jusqu'à ma prochaine sortie. La télévision retransmettait tout juste la finale du plongeon en direct de Sydney. Enfin de quoi être fier. On y voyait la plongeuse Montréalaise Anne Montminy se précipiter vers Alexandre Despatie pour le féliciter et lui dire : You made me so proud today!!!

J'habite au centre d'une grande ville d'expression anglaise, semblable à toutes les autres d'Amérique du Nord. Parfois, lorsqu'on s'y attarde, on perçoit encore le murmure à peine audible de cette distinguée européenne qui nous sérénade de ses refrains aux accents français.

Définir le Québec

Comment définir le Québec autrement que par sa langue et sa culture distincte au sein d'un ensemble géopolitique où il se retrouve comprimé. Soumis aux forces du marché qui accroissent encore davantage sa précarité, il appartient aux autorités et aux institutions du Québec d'assurer la pérennité de la langue française en Amérique du Nord. Il importe en conséquence pour le gouvernement de ne pas se laisser détourner de ses obligations et de garder le cap sur toute mesure susceptible de promouvoir cet objectif légitime. En ce sens, il est périlleux d'accorder quelque compromis que ce soit à des intérêts rivaux qui risquent fort d'anéantir les progrès obtenus par ailleurs. En l'occurrence lorsqu'il s'agit de privilèges accordés à la communauté anglophone du Québec. Le rôle implicite du Québec est de faire la preuve qu'il est possible dans un contexte de mondialisation de vivre dans une langue autre que l'anglais. Car langue rime avec culture et la culture anglo-saxonne, malgré ses vertus, ne peut prétendre épouser l'éventail des valeurs universelles.

Sans devenir alarmiste, il importe d'être pragmatique. En ce qui a trait à l'influence anglophone qu'il subit, le Québec est dans une position où il est à la fois assiégé et occupé. C'est une situation quasi intenable qui mènerait normalement à la reddition. Nous aurions pu jeter la serviette il y a longtemps, mais nous avons décidé que notre apport original au reste du continent valait la peine d'être sauvegardé. Notre survie tient à une volonté extraordinaire de repousser ces forces envahissantes afin de conserver l'espace vital nécessaire à notre épanouissement. Or ces efforts perpétuels sont d'autant plus accablants pour le Québec, qu'au sein de la fédération canadienne, il se voit imputer la double obligation, contradictoire en soi, de veiller également à la protection de sa minorité anglophone. Il doit en d'autres mots fournir des forces à un ennemi qu'il doit par la suite maîtriser. C'est une situation aberrante qu'il faut oser remettre en cause. Il est fallacieux de prétendre qu'actuellement la communauté anglo-québécoise forme un véritable ensemble minoritaire, celle-ci présentant plutôt les caractéristiques d'une excroissance de la majorité dominante ; elle jouit dès lors d'une influence hors de proportion avec les quelques 10% de la population qu'elle représente. Les anglophones d'ici bénéficient en effet de services dont les francophones hors Québec (ceux qui restent) ne peuvent que rêver. L'exemple des franco-ontariens qui

avaient jadis un poids démographique comparable à celui des anglo-québécois est éloquent.

Trop longtemps confiné dans une vision utopique d'un Canada bilingue d'un océan à l'autre, il semble évident que le Québec doit impérativement s'éloigner de ce paradigme s'il ne veut pas en subir davantage les effets pervers. Cette approche équivaut en effet à un Canada unilingue anglophone et un Québec bilingue. On ne doit pas aller bien loin pour s'en convaincre. Or, pour efficacement intégrer ses immigrants, le Québec doit leur offrir un tissu social où ils baignent véritablement dans la culture francophone. Trouvons-nous acceptable que plusieurs de nos concitoyens n'aient pas la connaissance pratique de la langue dite officielle. Sans pour autant nier son héritage anglophone, le Québec, afin de rétablir une certaine symétrie dans ce Canada avec lequel il compose, doit illuminer la culture française de tous ses projecteurs. La langue française doit devenir incontournable. Comment se fait-il que des pays comme le Danemark réussissent très bien à transmettre aux immigrants une langue par ailleurs peu parlée au plan international. Les anglophones doivent être bons joueurs et accepter enfin de se confiner à leur statut minoritaire, ce qui n'est certes pas le cas actuellement. On doit faire contrepoids au voisin démesuré qui se trouve à quelques kilomètres tout azimut. Pour ce faire, il importe d'envisager une approche systémique qui interpellera toute la population. Il faudra être créatif, audacieux et ferme.

S'il n'appartient pas au gouvernement de l'Ontario (de son propre dire) de freiner l'assimilation des francophones de sa province, il appartient encore moins au gouvernement du Québec de contribuer au confort de sa communauté anglophone. Cette dernière, parce qu'elle bénéficie de privilèges éhontés, menace la survie même du français. On n'a qu'à regarder les enfants issus de mariages mixtes pour constater que très souvent la langue d'usage tendra vers l'anglais. Alors que les piliers de la communauté anglophone sont de marbre, ceux de la communauté francophone sont de roseaux. Les deux groupes ne méritent certainement pas d'être étayés de la même façon.. Bien sûr, nous voulons à tout prix bâtir le Québec de demain avec l'apport des anglophones, mais muni d'une entente tacite qui reconnaîtra le français comme langue véhiculaire. C'est la condition sine qua non d'un contrat social équitable.

Si le Canada était un pays bilingue, alors Ottawa, stratégiquement situé au confluent des deux cultures, serait sans contredit une ville bilingue. Or, ce n'est pas le cas et on vient de s'en assurer en proposant qu'elle devienne officiellement unilingue anglophone. Dans ce contexte, il serait surréaliste que Montréal reprenne le flambeau du bilinguisme national. C'est pourtant ce qui se dessine de plus en plus à l'horizon. Alors que tout se passe résolument en anglais partout ailleurs au Canada, pourquoi devrions-nous faire ici le sacrifice d'offrir un environnement bilingue. Ce serait un acte suicidaire. Car si on offre le choix aux immigrants, en cas d'hésitation ils opteront toujours pour l'anglais. Il faut clamer haut et fort que Montréal est une ville française. Tristement, le relâchement des politiques linguistiques du Québec, une absence de vision et surtout un manque de vigilance ont pourtant fait en sorte que le centre-ville de Montréal vit de plus en plus sous le joug de la communauté anglophone et de ses institutions. Difficile de croiser un francophone lorsqu'on se promène à l'Ouest de la rue St-Denis. Qu'on le veuille ou non, l'anglais est bel et bien la lingua franca à Montréal. C'est la langue que tout le monde comprend et ceux qui ne la comprennent pas sont souvent des personnes moins favorisées n'ayant aucune influence notable sur l'économie. Ainsi, lorsque le français se frotte à l'anglais, c'est l'anglais qui impose sa loi : Speak white ! Cette donnée est inquiétante et porte le germe de conséquences qui risquent de retentir aux confins de la province. Le centre-ville est le cœur non seulement de la métropole, mais du Québec tout entier. C'est aussi le nœud, le collimateur par lequel passent entre autres les immigrants. Son rôle est névralgique. Peut-on même envisager l'édification d'une société viable sans la présence structurante et l'appui indéfectible de sa métropole. Nous ne vivons plus à l'époque du Québec rural du siècle dernier.

Montréal, c'est aussi la vitrine du Québec. Il faut donc accorder un soin particulier aux étalages. Comment passer outre l'impact catastrophique qu'ont les Universités Mc Gill et Concordia flanquées en plein cœur de la métropole du seul état francophone d'Amérique du Nord. Et comment éponger la horde de milliers et de milliers de jeunes étudiants venus d'un peu partout dans le monde pour bénéficier d'une éducation en anglais dans une ville à bon marché. Non seulement ceux-ci sont-ils totalement irrespectueux envers la culture française, mais ils introduisent un momentum résolument en faveur de l'anglais. Sans compter qu'ils sont nombreux à s'installer ici par la suite afin de profiter de la qualité de vie exceptionnelle et ceci, sans même faire l'effort d'apprendre les balbutiements du français. Cette population, à cause d'un effet de

concentration névralgique (notamment dans le centre-ville de Montréal), annihile notre zone de confort et endommage de manière presque irréversible l'environnement francophone. À cette dose, on peut parler de pollution. On dévisage ainsi Montréal de façon paradoxale.

Notre tolérance à l'égard de telles aberrations m'émeut. Il importe au demeurant de se demander jusqu'où les universités anglophones seront autorisées à prendre de l'expansion. Car le marché nord-américain est illimité. Attendrons-nous que la capacité atteigne le demi million pour agir. La présence aussi outrageante d'universités unilingues anglophones en plein cœur de Montréal est une insulte en soi. En quoi contribue-t-elle au rayonnement de la culture française. Est-ce vraiment le rôle de la métropole du Québec de promouvoir la culture anglaise. Je suis persuadé que des dizaines d'autres villes s'en chargent très bien. Il serait plus congruent pour le Québec d'accueillir principalement des étudiants francophones ou des étudiants de langues étrangères désireux d'apprendre le français. Ce n'est là qu'un exemple du genre d'absurdités et d'antithèses qui freinent intrinsèquement nos efforts consacrés à l'édification d'une société de langue et de culture française ; car soyons lucides, toute avancée de la culture anglaise chez nous, ne se fera ultimement qu'au détriment de la nôtre.

Un peuple qui se respecte érigera des infrastructures cohérentes et mettra tout en place pour engendrer une société à son image. Sinon il sera ridiculisé et méprisé. Pour définir ou même redéfinir le Québec, il faut passer en revue l'interaction et l'impact de tous ces éléments sur nos perceptions et notre imaginaire collectif. Les paradigmes pour lesquels nous opterons, selon qu'on se considère minoritaire en Amérique du Nord ou majoritaire au Québec, détermineront notre foi en nous-même qui influencera à son tour les moyens que nous prendrons pour concrétiser nos aspirations. Si la révolution tranquille a doté la société québécoise de fondations solides dont elle avait besoin pour s'épanouir et si les lois linguistiques actuelles ont érigé une façade élégante qui embellit le paysage, il reste encore à organiser l'espace qui se trouve derrière ce décor de carton, à défaut de quoi des squatters continueront à y faire la loi. Il faudra en outre y prévoir l'installation d'une porte d'entrée unique qui accueillera tous les Québécois (francophones, anglophones et allophones), il faudra y aménager des espaces communs où tous se rencontreront pour échanger en français, de même que des

espaces individuels où chacun pourra s'épanouir librement et dans la langue de son choix. Sans oublier un système de contreventements efficace qui assurera l'intégrité du bâtiment contre l'assaut de l'influence anglophone qui nous menace en permanence de l'extérieur comme de l'intérieur.

Il faudra donc s'allier autant les anglophones que les nouveaux immigrants. Il ne suffit pas seulement de comprendre une langue, encore faut-il la ressentir au plus profond de soi. Les concepts de Montréal ville bilingue et de Montréal métropole d'expression française sont tout simplement incompatibles. Si des états comme la Californie ont dû légiférer pour barrer l'accès à l'éducation en espagnol et si plusieurs comtés de la Suisse allemande ont interdit les écoles francophones, il est farfelu et irresponsable de prétendre ici à un système d'éducation parallèle en anglais. Toutes les ressources du Québec doivent être mises à la disposition de la majorité et cela suppose l'instauration immédiate d'une école québécoise universelle.

Le gouvernement doit être responsable et s'en tenir à la stricte définition du Québec si on ne veut pas se réveiller un jour pour constater que la partie est terminée. Quelle autre état veillera à notre plénitude. Complexés que nous sommes, nous avons toujours tendance à adopter des lois mitigées, des mesures qui dans le but de contenter tout le monde, n'ont qu'une efficacité limitée. Avec pour résultat qu'à l'aube du deuxième millénaire, nous sommes encore devant une société déchirée qui entreprend encore les mêmes débats stériles et agonisants. Les deux solitudes sont encore bien perceptibles et à un niveau plus subtil, Montréal prend parfois les allures de Jérusalem. Or, pour se parler et apprendre à s'apprécier, il faut bien se mettre d'accord sur une langue commune à adopter. Nul doute que nous parviendrons à édifier une société cohérente et solidaire, mais seulement à travers le dialogue sans cesse renouvelé et par le biais d'actions concrètes et intégrées. Il est temps enfin de se lever et d'agir de manière cohérente envers nous-même !

Vers une société québécoise plus cohérente

La synergie est la clé qui contribuera au succès ou à l'échec du Québec de demain. C'est la pierre angulaire de toute société compétitive. À l'heure actuelle le Québec est viscéralement déchiré entre francophones et non-francophones de même qu'entre fédéralistes et séparatistes. Il est clair qu'en considérant ces positions diamétralement opposées on a peu de chance de concilier tout le monde. Le Québec a besoin de chacun de ses sept millions d'habitants pour aller de l'avant, et toute lutte interne affaiblit nettement sa position. Il faut donc chercher des principes qui forment un large consensus parmi la population et rallier autant que possible les dissidents. Or, la préservation de la langue française est un de ces principes.

Il faut d'abord s'intéresser à l'identité québécoise et se demander si on peut ostraciser la langue d'une question aussi fondamentale. Est-il possible de vivre tous avec la même définition du Québec sans pour autant reconnaître le français comme faisant parti du quotidien. Il est permis d'en douter car la langue reste une référence essentielle. Tant que le français et l'anglais monteront dans l'arène sur un même pied d'égalité, il se créera un effet de polarisation instantané. Dans un contexte d'opposition, les anglophones ne peuvent en l'occurrence se définir que par la négation de tout ce qui est francophone, menant à une distanciation toujours plus grande des deux groupes. Combien de fois peut-on observer des anglophones se vanter de manière arrogante de vivre à Montréal sans jamais articuler le moindre mot en français. Si officiellement la guerre froide est terminée, elle oppose ici encore les deux solitudes.

De plus, il est frappant de constater à quel point les anglophones ignorent tout de la culture francophone du Québec. Parlez leur de Ginette Reno, Isabelle Boulé, Jean Leloup, Rita Lafontaine, Félix Leclerc, Notre-Dame de Paris, Julie Schneider, Jean-Pierre Ferland, Yvon Deschamps, Michel Tremblay ou Dominique Michel, et à tout coup ils hausseront les épaules. Mépris ou indifférence ? Il suffit en fait de syntoniser une station de radio ou de télévision anglophone ou de consulter une publication anglophone, pour s'apercevoir que nous n'existons tout simplement pas. Le corollaire étant que nos références socioculturelles n'ont rien en commun, ce qui augure mal pour bâtir un avenir ensemble. Comment s'arrimer l'un à l'autre de façon cohérente et

comment éviter les perpétuelles tensions linguistiques. Il faut avoir le courage d'enrayer cette tare qui nous affuble.

L'école est le lieu de socialisation par excellence. La langue d'éducation devient par le fait même celle que les individus adopteront dans la société. Il semble évident qu'une école québécoise universelle de langue française est le meilleur endroit où tous les Québécois pourront enfin se côtoyer et mettre en évidence ce qui les unit au lieu d'insister sur leurs différences. Il sera enfin possible de refondre les deux entités antagonistes en un tout plus harmonieux. Évidemment, il pourrait être opportun d'assurer alors aux anglophones une présence plus soutenue de l'anglais à partir du secondaire, ce qui bénéficierait également aux francophones. À l'heure actuelle, l'histoire qu'on enseigne varie selon le réseau d'éducation et prend une couleur nettement partisane. De plus, plusieurs enseignants du réseau anglophone ne parlent même pas le français et envoient implicitement le message à leurs élèves que cette langue est parfaitement méprisable.

Le Québec ne peut se permettre d'investir des fonds publics à former des opposants, des citoyens qui renient sans cesse l'essence même de ce qu'il est, c'est-à-dire une société de langue française. Seul un système d'éducation uniforme assurera aux québécois de toutes origines l'acquisition de références communes et fera en sorte d'atténuer le clivage qui caractérise le Québec d'aujourd'hui. Il faut utiliser l'argument face aux anglophones, qu'il n'est pas dans l'intérêt de leurs enfants d'être mis en marge de la société, sans quoi ils quitteront éventuellement. Puisque 250 millions de personnes en Amérique du Nord ont en commun l'usage de l'anglais, par syllogisme nous pouvons sans crainte affirmer que toute personne anglophone vivant dans un Québec essentiellement francophone, ne s'en trouve aucunement menacée. Et ceux qui ne verraient pas la pertinence de l'implantation d'une école publique exclusivement de langue française, pourront toujours se tourner vers le secteur privé.

Le cas des immigrants fréquentant l'école anglaise est encore plus complexe et mérite qu'on s'y attarde. Ces derniers ont souvent un sentiment d'appartenance plus fort envers la communauté anglophone que les francophones eux-mêmes envers la leur. De plus, ce sont souvent eux qui ont le plus de ressentiment envers le français et y opposent le plus de résistance. Il en est ainsi des Italiens, des Grecs, des Portugais, des

Ukrainiens, des Jamaïcains, des Juifs, des Allemands et bien d'autres. Il est triste de constater à quel point des gens qu'on a accueilli chez nous démontrent une si grande volonté à nous assimiler. Notre qualité de vie se trouve grandement menacée si on ne peut compter sur le soutien de ces communautés. Il importe de comprendre ce qui motive leur comportement.

Une partie du blâme revient aux francophones. Plusieurs représentants de la communauté ethnique ne nous ont toujours pas pardonnés de leur avoir fermé les portes de nos écoles à leur arrivée. C'est une source d'hostilité constante qui revient sans cesse lorsqu'on discute avec eux. Ils se sont senti rejetés et il est normal qu'ils craignent tout élan nationaliste de notre part. Nous avons ainsi nous-même contribué à gonfler les rangs des troupes adverses puisqu'ils se sont retournés vers la communauté anglaise qui a aussitôt flairé l'opportunité. Ceux qui se sont sentis lésés hier, continuent à nous en faire payer le prix aujourd'hui. À ce jour, tout reste encore à faire dans le cadre d'un processus de réconciliation.

Il serait par ailleurs simpliste de limiter notre analyse à cette interprétation puisque plusieurs autres considérations sont de mise. Déjà on fait appel au sentiment d'appartenance, qui selon Maslow, est un besoin primordial de l'individu. Le pouvoir d'attraction de l'anglais est alors hors de proportion avec celui du français, d'autant plus qu'il y a ici même une communauté anglophone sophistiquée et exceptionnellement bien desservie. En permettant l'accès à l'école anglaise aux immigrants, on leur permet de joindre la communauté anglophone dans son combat contre le français. Ils évitent ainsi le statut de minoritaire en endossant le rôle de représentant de la suprématie auprès de nous pauvres colonisés sans envergure. De là à s'investir d'un sentiment de supériorité et d'adopter une attitude méprisante à l'égard des francophones, il n'y a qu'un pas. Il s'agit là d'un effet de catharsis très puissant qu'il est difficile de renverser.

Pour plusieurs immigrants, l'apprentissage du français est une obligation futile et encombrante. Ils sont heureux de s'en défaire le plus tôt possible et intégrer la masse critique d'anglophones qui évolue à Montréal. Quelle communauté un nouvel arrivant en Israël désirera-t-il intégrer ? Le peuple Palestinien ? Certainement pas puisque cela signifie livrer une guerre de tous les instants contre le colonisateur. Tant que nos infrastructures donneront l'impression que nous sommes un peuple colonisé, la même

dynamique s'opérera ici. Les anglophones de souche, qui ne sont plus que 7% de la population, sont conscients de ces forces et ont besoin de l'appui stratégique des immigrants pour conserver leur influence ou même souvent l'accroître. C'est contre ces forces, qu'on doit réagir.

On comprend pourquoi dans son combat pour la langue, le Québec ne peut laisser la porte entrouverte en matière de langue d'éducation. Le choix de la langue d'usage dans une société relève d'un consensus collectif et non d'un droit individuel. Peut-on s'imaginer des Autrichiens réclamant le droit à l'éducation en Allemand aux frais des contribuables Québécois ? Pourquoi est-il alors tout à fait acceptable que de prétendus anglophones à l'accent italien très prononcé puisse exiger l'accès à l'école anglaise. On nage dans le surréalisme. L'affaiblissement des lois linguistiques, notamment en matière d'éducation, a eu un effet déplorable. Combien de francophones potentiels le Québec a-t-il perdu aux mains des anglophones parce qu'issus de mariages mixtes, des enfants ont pu fréquenter l'école anglaise. Une personne ayant fréquenté l'école anglaise, a peu de chance d'être un acteur de calibre dans les milieux francophones, tout simplement parce que sa connaissance du français reste anémique. Et paradoxalement, même lorsqu'un des parents était francophone ; d'où une perte sèche affligeante pour le Québec.

Tant qu'il manquera la maîtrise du français à certaines couches de la population du Québec, il leur manquera aussi nos références culturelles. Les personnes pour qui le français ne sera jamais plus qu'une langue seconde, se sentiront menacés par notre présence, réveillant en elles des appréhensions source d'angoisse et de rejet. Outre l'intégration des non francophones dans nos écoles, en particulier des immigrants, il est impératif qu'on accorde à ces derniers une place plus grande dans les médias et dans toutes les sphères de notre société. Seulement alors pourront-ils se reconnaître à travers nous et endosser nos préoccupations. À l'heure actuelle ce rôle est assumé par la communauté anglophone qui bénéficie d'un réseau d'intégration odieusement rodé. Pour faire contrepoids, on doit interpeller toute la population pour faire en sorte que les immigrants se sentent appréciés où qu'ils aillent. Pour que le maillage se fasse, il faut qu'ils soient incités à s'établir dans toutes les régions du Québec, alors que présentement, ils font plutôt figure d'extra terrestres à plusieurs endroits dont la capitale nationale.

Lorsqu'une espèce est menacée d'extinction, tous les moyens sont mis en place pour la préserver. Les chasseurs ne peuvent revendiquer leur droit à chasser cette espèce. Pourquoi n'en serait-il pas de même dans le cas des francophones d'Amérique ? Il importe de donner un coup de barre magistral pour outrepasser le problème de la langue. Il faut enfin regarder dans la même direction pour entreprendre ensemble les véritables défis qui nous interpellent.

Promouvoir la fierté nationale

Le Québec a beau mettre en place un dispositif législatif impressionnant, c'est sur le terrain que la bataille du français se joue. Les francophones doivent adopter une attitude de gagnant et porter haut et fier le flambeau de la langue française. Pour cela, encore faut-il avoir confiance en nous. Anéantir l'idée encore persistante que les Québécois sont des porteurs d'eau, devrait constituer le tout premier défi du Québec de demain. On doit mettre fin au syndrome qui nous incite à minimiser notre potentiel et à envisager notre situation et notre avenir avec pessimisme. À force de se faire dire qu'on est né pour un petit pain, on finit par y croire. Bien sûr le Québec a évolué, mais lorsqu'on gratte sous la surface, on se rend compte que le Québécois typique est victime de ses propres préjugés. Pas surprenant qu'il ait tendance à la soumission puisque notre environnement est assujéti principalement à des références canadiennes anglaises qui selon cette définition, font de nous un peuple conquis. Il faut délaisser notre tendance à toujours être sur la défensive et passer en mode offensif. Le Québec devrait user de tout le pouvoir de discrimination dont il dispose pour reconquérir les leviers qui servent à façonner son identité et contribuer ainsi à modifier en profondeur la perception que les Québécois entretiennent d'eux-mêmes.

Le Québec et toute sa population francophone devrait normalement envoyer un message inéquivoque à l'endroit de quiconque habite sur son territoire, à l'effet que le français constitue une voie incontournable. Actuellement le message se perd dans les méandres d'une perception confuse de notre identité au sein du Canada. Minoritaires, les Québécois se demandent en fait si cet idéal est réaliste et légitime.. Affligés d'un manque de confiance, ils échouent à imposer le français dans leurs relations avec les non francophones. On le constate continuellement sur le terrain, où ils absoudent de manière déconcertante les personnes qui négligent d'apprendre le français. Lorsque dix francophones sont à la table, on conviendra de parler anglais dès qu'un anglophone s'insère à la conversation. On cautionne l'indifférence de nos concitoyens envers notre langue et ultimement envers nous.

Encore pire, est le comportement totalement méprisable qui consiste à inciter un interlocuteur à nous parler en anglais alors que celui-ci fait des efforts considérables

pour s'adresser à nous en français. Il y a peu à parier qu'accueilli de la sorte, cet individu respectueux à priori, persévère dans l'étude de notre langue. Une telle attitude se manifeste dès qu'on perçoit un accent étranger le moindrement suspect. Il faut de plus éduquer les Québécois à ne pas assimiler les immigrants systématiquement à la communauté anglophone sans quoi ils vont croire qu'il est normal qu'ils s'y identifient. Il faut sensibiliser les gens au fait que le français, lorsqu'il est bien parlé, constitue non pas un dialecte hermétique accessible à quelques éminences, mais bien une langue internationale très respectable.

Nous sommes souvent les artisans de notre propre malheur. Pourtant si tous les francophones se levaient d'un seul bond pour exiger l'usage du français dans les communications, celui-ci s'imposerait naturellement. C'est le manque de confiance en nous-mêmes qui est en cause. Malgré tous les progrès réalisés, les Québécois ne s'estiment toujours pas dignes d'être abordés dans leur langue. Un peuple qui ne se respecte pas n'a aucune chance d'être respecté et tout cela s'accompagne de conséquences inquantifiables dont la portée échappe à la plupart des Québécois. Nous touchons au cœur du problème. Il faut réhabiliter l'honneur des Québécois et faire naître l'amour et le respect de sa culture.

La fierté est un sentiment qui s'implante dès le plus jeune âge. En Allemagne par exemple, on offre aux enfants des cours obligatoires appelés « Heimat Kunde » (attachement à la patrie) qui ont pour but de développer chez eux un sentiment d'appartenance très fort à leur milieu. On les amène à apprécier l'endroit d'où ils viennent, à travers l'enseignement extensif de la géographie et de l'histoire, de la richesse et des spécificités de leur langue, des valeurs et traditions propres à leur région etc. Le principe qui sous-tend cette démarche, est simple et sensé : On ne peut apprécier la vaste étendue du monde sans être au préalable solidement enraciné dans son milieu. Il pourrait être salutaire pour le Québec de songer à cette formule pour inculquer aux jeunes d'ici l'amour de leur peuple et la passion pour leur langue.

Les Québécois ont soif de symboles. Indépendamment du mouvement souverainiste, nous devons rappeler au peuple québécois qu'il a toutes les raisons d'être fier de son appartenance à la culture française. Maintenant que nous avons atteint un stade de maturité respectable, il serait propice de faire compétition aux puissants symboles de

l'identité canadienne majoritairement anglo-saxonne et de brandir notre propre apologie. Peu importe nos convictions politiques, le Québec est bel et bien une société distincte qu'il faut célébrer. Il ne faut donc pas lésiner sur les moyens à adopter pour livrer le message et éveiller la conscience populaire à la gloire de notre nation. La tâche est si colossale qu'il faut s'y attaquer sur tous les fronts à la fois.

Déjà, le Québec fait parti des pays de la Francophonie, ce qui constitue une position prestigieuse au sein d'un réseau de nations ayant des intérêts communs au niveau de la langue. Pour contribuer à désenclaver le Québec sur l'échiquier mondial, il appert important de rendre cette énonciation manifeste aux yeux des Québécois. En outre la promotion de cette alliance et l'intensification des échanges avec ces pays, apporterait un soutien moral au Québec dans sa lutte pour la préservation de la langue française. Les Québécois doivent pouvoir s'identifier à cette communauté alliée de façon tangible. Ce serait peut-être là également l'occasion de rehausser le niveau de la langue et de désinstitutionnaliser la médiocrité du français. Il importe de lui redonner ses lettres de noblesse et son caractère international.

En second lieu, il faut redéfinir et surtout moderniser les dogmes de la société québécoise. Il est difficile de s'identifier à la Société St-Jean-Baptiste qui malgré ses nobles prétentions, évoque une époque révolue. Il faut ériger une nouvelle entité de concert avec tous les ténors de la société et faire participer les jeunes qui insuffleront une vision à la hauteur des aspirations de la population québécoise. Une telle entité aurait entre autres pour mandat de mettre en valeur et de promouvoir notre spécificité culturelle ainsi que d'organiser des événements où celle-ci serait exhibée au grand jour. Entre autres, évidemment la Fête Nationale, qui sans vouloir la dénigrer, manque le plus souvent de panache. Il faut oser voir grand et donner à cet événement un caractère solennel qui frappera l'imaginaire collectif : défilé de personnalités en carrosse, discours officiels, hymne national québécois (on pourrait lancer un concours à cet effet), levée du drapeau québécois, tambours et clairons, orchestres etc. Il faut faire vibrer la corde nationaliste des Québécois. S'il nous apparaît trop pompeux d'agir de la sorte, c'est que nous ne nous sentons pas dignes de tels honneurs. Il faut accorder un soin particulier à ces manifestations à cause de l'impact considérable qu'ils ont sur le sentiment de fierté populaire. À titre d'exemple, l'an dernier un hétérosexuel se serait plus volontiers identifié au défilé de la Fierté Gaie qu'un Québécois au défilé de la Fête Nationale. Ce

défilé était tout à fait pathétique et le peu d'enthousiasme des gens qui y prenaient part était révélateur de la honte que plusieurs ressentait. D'où l'effet inverse de celui souhaité.

De plus, il faut continuer à métamorphoser le visage du Québec pour le rendre davantage à notre image. À Montréal par exemple, il est difficile d'imaginer un seul endroit public où les francophones peuvent se sentir véritablement chez eux. Le centre-ville est occupé par les anglophones, le Square-Victoria est sous régime britannique, le Mont-Royal bat au rythme de l'Université McGill, le Vieux-Port est couvert de drapeaux canadiens et la Place Jacques-Cartier est sous le contrôle de l'Amiral Nelson. Peut-on imaginer en plein centre-ville de Toronto un lieu que l'on baptiserait Place René-Lévesque ? Il est tout aussi aberrant que les francophones ne reprennent possession de leur espace. La colonne Nelson ne trouve sa justification que dans un charmant petit square de Westmount. Ne serait-il pas plus cohérent d'y aménager à sa place la superbe fontaine de Jacques-Cartier qu'on trouve actuellement dans un parc anonyme de St-Henri. Pourquoi ne pas aménager de nouveaux espaces dédiés à la gloire du peuple québécois et qui deviendront presque des lieux de pèlerinage pour les francophones. Nous avons suffisamment de héros pour ne pas emprunter ceux des autres.

Le Québec n'est pas grand au point de ne pas pouvoir faire preuve suffisamment de créativité pour nommer la plupart de ses lieux en français. Pourquoi ne pas remplacer les rues Mills et Bridge par la rue du Moulin et l'avenue du Pont, La rue Atwater par le boulevard Maurice-Richard, la rue Wellington par la rue Félix-Leclerc ou le Square-Victoria par la Place Louis XIV. Pourquoi ne pas rivaliser d'imagination pour renommer lors des prochaines élections municipales, plusieurs villes et villages aux noms banals empruntés aux saints ou au régime britannique par des vocables qui célèbrent la richesse, l'élégance et surtout la spécificité de la langue française. En fait, il faudrait ratisser la toponymie du Québec au grand complet. Le choix est clair : On reprend possession de notre territoire, ou on se contente de jouer dans un décor inapproprié. Toutes ces considérations ont une influence magistrale et trop souvent négligée sur la confiance en eux des Québécois. On n'insuffle pas les mêmes inspirations lorsqu'on parle de Waterloo, Shawville, Ascott Corner, Greenfield Park que lorsqu'on parle de Château-Richer, Anse-Pleureuse, Bois-des-Filions ou Fontainebleau.

L'autre retombée d'une recrudescence de fierté de la part des Québécois vis-à-vis leur culture, sera l'impact que cela aura sur les non francophones. Les immigrants n'ont aucun intérêt à s'identifier à un peuple qui marche la queue entre les deux pattes. Ils voudront même s'y dissocier. Au contraire si nous présentons une image fière et forte, ils seront impatients d'apprendre notre langue et se joindre à nous. Il se créera un engouement en faveur de fait français. Il faut donc rendre le français attrayant et désirable de la même façon qu'on le ferait avec un produit de consommation.

Développer un sentiment de fierté chez les Québécois n'a rien à voir avec une attitude close et rétrograde. Il ne s'agit pas de se replier sur nous-même mais bien de s'enraciner solidement pour gagner confiance et s'ouvrir fièrement sur le monde avec lequel nous sommes en compétition. Voyons avec quelle aisance Américains et Allemands conquièrent le monde. De plus, un peuple qui n'a pas d'histoire, de symboles et de héros, perdra confiance en son propre avenir. Le corollaire est qu'il verra son taux de fécondité s'effondrer et son taux de suicide grimper de façon alarmante. Il est essentiel de bousculer les paradigmes en place dans notre société pour acquérir le sentiment que nous sommes maître de notre destinée et que forts des atouts majeurs et originaux dont il dispose, rien ne pourra freiner le Québec dans sa course vers le sommet.

Le rôle stratégique de Montréal

Combien de temps encore sera-t-il légitime d'apposer un accent aigu sur Montréal ? Nous avons déjà discuté du rôle déterminant de la ville de Montréal, moteur culturel et économique de tout le Québec. Si ce moteur montre des signes de défaillance, c'est le Québec en entier qui risque de tomber en panne. Montréal se veut une ville francophone mais offre paradoxalement un cadre bilingue. Or, comme elle est une agglomération urbaine importante, la ville attire des gens de partout au Canada, qui viennent pour profiter du cadre de vie exceptionnel et d'un coût de la vie parmi les plus bas au monde. C'est là que le bât blesse. Ils arrivent ici dans un décor certes francophone, mais ils mettent peu de temps à constater qu'on peut très bien vivre ici sans parler français. Les lois actuelles ne peuvent rien contre cette tendance avec le résultat que Montréal glisse de manière incontrôlable vers l'anglais. Déjà, c'est un euphémisme de dire que le centre-ville est sous le contrôle de la communauté anglophone. D'ailleurs, on peut affirmer qu'il est possible de vivre uniquement en anglais dans presque tous les districts de l'île de Montréal. À plusieurs endroits, les francophones font même figure de minorité ethnique. Pour renverser la tendance, il faut donner un coup de barre majeur et procéder immédiatement aux changements nécessaires. Ne pas agir serait irresponsable. Il faut prendre les décisions qui s'imposent et arrêter d'avoir peur de se faire taxer à tort de racistes dans notre combat légitime pour la préservation de la langue française.

Plusieurs constatations sur le terrain nous incitent à sonner l'alarme. Dans le centre-ville et dans plusieurs quartiers, on se fait systématiquement aborder en anglais. Le quartier latin devient presque le dernier retranchement des francophones. On est confronté à des immigrants qui remettent en cause la pertinence d'avoir appris le français. On voit des touristes s'étonner de constater à quel point Montréal est anglophone. On se fait dévisager lorsqu'on s'adresse en français en plein cœur de la Petite Italie durant L'Ital-Festival. Bref, le momentum est décidément en faveur de l'anglais. Si les francophones persistent à réclamer des services en français, il en est autrement des immigrants pour qui le français demeure une langue seconde à laquelle ils sont moins attachés. Ils résistent peu aux pressions des anglophones et se font rapidement happer par la vague. On voit fréquemment ce phénomène entre autres chez les hispanophones qui parlent

pourtant un français impeccable. Que les francophones se sentent à ce point minoritaires dans le centre-ville de Montréal alors qu'ils sont fortement majoritaires au Québec est déplorable. On se croirait en Afrique du Sud durant le régime d'Apartheid alors que les Bantous étaient tenus à l'écart du centre-ville de Johannesburg. Il faut reconquérir le centre-ville et y établir nos propres institutions.

Pour rétablir l'équilibre, la solution consiste à freiner l'immigration des anglophones et encourager fortement celle des francophones ou des francophiles. Tant qu'il y aura une masse critique d'anglophones, ce sera David contre Goliath. Comme nous l'avons déjà mentionné, la présence de deux universités de langue anglaise dans le centre-ville de Montréal est défavorable au fait français. Ces universités constituent un trou béant dans le paquebot de la culture française par lequel des gallons d'étudiants étrangers s'exprimant en anglais, pénètrent chez nous et font sombrer la place du français dans notre société. Il faut colmater cette brèche au plus tôt avant qu'il ne soit impossible de renflouer le navire. Plusieurs mesures devraient être prises pour en minimiser les dommages. Tout d'abord, il faut se demander si nous pouvons nous permettre de recevoir autant d'étudiants de l'extérieur du Québec, vu la contribution qu'ils ont à nous assimiler. On pourrait penser à instaurer des quotas. Deuxièmement, il faudrait sérieusement envisager de conférer à ces universités un statut bilingue qui serait favorable à l'établissement de liens plus étroits entre francophones et anglophones.

On pourrait songer également à obliger tout étudiant fréquentant une université québécoise à posséder la maîtrise de la langue française comme cela se fait ailleurs. En Allemagne par exemple, avant de fréquenter l'université, un étudiant étranger doit réussir avec succès un test de connaissance de la langue allemande de haut niveau appelé ZMP (Zentrale Mittelstufe Prüfung). Les étudiants qui échoueraient le test lors de leur arrivée, devraient s'inscrire à des cours de perfectionnement et bénéficieraient d'une année pour se conformer à cette exigence. Cela les inciterait de plus à utiliser le français dans leurs communications afin d'en accroître la maîtrise. On pourrait compléter cette mesure par l'obligation d'offrir une partie des cours du programme en français. L'instauration de ces formalités nous assurerait en outre d'accueillir des étudiants francophiles qui s'intéressent à notre langue et la respectent. Le Québec en tant que seule société de langue française en Amérique du Nord, a le devoir de contribuer au rayonnement du français.

Le Québec, par le biais des certificats de francisation, incite déjà les entreprises à opérer en français. Il pourrait faire de même avec les individus en obligeant toute personne désireuse de travailler au Québec (Sauf quelques exceptions prévues par la loi) à détenir un permis de travail, dont un des critères d'obtention serait une connaissance adéquate du français. Bien sûr, les québécois ayant fréquenté l'école française l'obtiendraient d'emblée, alors que les immigrants et les arrivants en provenance d'autres provinces devraient se le procurer. Cela compenserait en partie le fait que le Québec n'ait pas pleine juridiction en matière d'immigration. Une telle démarche s'avérerait particulièrement urgente à l'heure où le Québec, qui fait face à une pénurie de main d'œuvre qualifiée dans les secteurs de pointe, se tourne de plus en plus vers le reste du Canada et les États-Unis.

Le Québec, nous l'avons mentionné, est dans une situation très délicate parce qu'il est à la fois assiégé et occupé. À Montréal évidemment, la situation est encore pire. Déjà, avec la présence significative des Anglo-Québécois, des gens d'affaires et des touristes de passage, tout afflux supplémentaire d'anglophones constitue une menace sérieuse pour l'équilibre linguistique. Au lieu de rester les bras croisés à observer les forces qui sont en jeu, le Québec devrait faire preuve d'initiative et mettre en place des mesures extraordinaires pour les défier. Pourquoi ne pas se fixer pour objectif d'inonder le Québec, sur une période de cinq ans par exemple, avec une cohorte de cent mille francophones venus de partout. Il y aurait certainement une certaine période d'ajustement économique, mais la fin justifie les moyens. Au lieu de ça, on rencontre très souvent des Français qui retournent chez eux faute de permis de travail ou de statut de résident. De plus, il serait pertinent d'encourager les francophones hors Québec qui sont menacés d'assimilation, à venir s'installer chez nous. Et finalement, il est impératif de freiner l'exode vers la banlieue et d'inciter les francophones à revenir dans la métropole. Cela ne se fera qu'avec la concertation des divers intervenants et une fiscalité avantageuse.

La langue d'affichage est bien sûr également une considération majeure. Elle doit continuer à prédominer en français. Mais il y a plus encore. Les raisons sociales étant souvent le seul affichage de certains commerces, il faut trouver une façon de les empêcher de dénaturer le cachet francophone de certains arrondissements. Personne

ne s'offusque de la réglementation municipale de certaines villes qui oblige les propriétaires à conserver le cachet historique de leur maison. Le caractère français du Québec fait partie du patrimoine au même titre. Comme il appert difficile de légiférer à la grandeur de la province, ce qui par ailleurs ne serait pas utile, on devrait déclarer certains quartiers zones protégées. Ces zones seraient soumises à une réglementation plus stricte en matière d'affichage et toute raison sociale serait subordonnée à l'approbation d'un comité. Les entreprises qui ne voudraient pas modifier leur nom en cas de désaccord, devraient s'implanter dans un autre secteur. Les zones protégées pourraient comprendre le Vieux-Montréal, le centre-ville de Montréal, le Plateau Mont-Royal, le Vieux-Québec et la plupart des lieux d'attrait, alors que des villes comme Laval, Pointe-Claire etc. seraient soustraites de cette disposition spéciale.

Le gouvernement du Québec a justement entrepris une vaste et audacieuse réforme municipale qui amènera vraisemblablement la création de fusions au niveau de l'île de Montréal. C'est l'occasion rêvée pour redéfinir le statut et l'identité de Montréal. Il faut la consacrer une fois pour toute dans son rôle de métropole francophone d'un état francophone. Lui conférer un statut bilingue ne ferait qu'ajouter à la confusion et serait la source d'insécurité supplémentaire pour l'avenir du Québec français.

Changer l'Approche d'intervention

Jusqu'à maintenant les gouvernements du Québec ont toujours fait preuve de retenue et démontré une certaine timidité dans leurs interventions pour protéger la langue française. Bien que les lois linguistiques actuelles aient démontré une certaine efficacité, l'absence d'une vision holistique de la situation et d'une action concertée à tous les niveaux, a laissé la porte ouverte à une recrudescence de la langue anglaise. Pour espérer gagner son combat, le Québec doit impérativement utiliser une approche systémique, c'est-à-dire tenir compte de toutes les contingences, analyser chaque cas où le français risque d'être talonné par l'anglais et de périlcliter. Le combat pour la langue est légitime et les intérêts collectifs doivent triompher une fois pour toutes des plaidoiries qui visent à nous détourner de nos responsabilités.

Tant que le français sera traité sur un même pied d'égalité que l'anglais au Québec, ce dernier conservera son avantage concurrentiel. C'est ainsi, que malgré tout le respect qu'on lui doit, il faut repositionner la communauté anglophone dans son statut minoritaire. Le gouvernement du Québec lui-même, contribue paradoxalement à envoyer des messages contradictoires à l'endroit des anglophones et des immigrants en offrant des services bilingues dans la plupart de ses institutions. Lorsqu'un immigrant appelle à la SAAQ et qu'il est accueilli avec le message suivant : « For service in english press two », on lui rappelle bêtement à quel point il est facile de passer outre le français. C'est aussi facile que d'appuyer sur un bouton d'un téléphone ! Demandez à un franco-manitobain s'il est aussi aisé d'agir de la sorte dans son coin du Canada bilingue. Dans son interface avec les multinationales ou les gens d'affaires, le Québec se doit évidemment d'offrir un comptoir d'accueil bilingue, mais lorsqu'il agit ainsi avec ses propres citoyens, il est évident qu'il les décourage d'apprendre le français.

La constitution canadienne impose un carcan à la société québécoise et l'empêche de s'épanouir pleinement. Depuis son rapatriement, aucune entente n'a pu être conclue entre Québec et Ottawa au sujet des moyens à prendre pour préserver la langue et la culture française. En conséquence, le Québec a adopté quelques dispositions timides qui malgré tout sont attaquées pour leur caractère soit disant inconstitutionnel. On ne peut se laisser intimider de la sorte alors que tant reste encore à faire.

Traditionnellement, le Québec s'est tourné vers sa population pour lui revendiquer le mandat de se soustraire en permanence de la constitution canadienne (sécession) et enfin aménager à sa guise l'espace francophone en conformité avec ses besoins. Pourquoi ne pas inverser l'approche et établir la liste des arrangements dont le Québec a besoin pour se sentir confortable au sein de la confédération, et la soumettre par référendum à la population canadienne. En cas de refus, le choix deviendrait clair pour le Québec.

C'est donc le Canada qui déciderait s'il veut du Québec dans sa spécificité. Il faut de plus en plus sortir le débat sur l'avenir du français du cadre de l'assemblée nationale et des discours hermétiques de politiciens. Il faut mobiliser toute la population autour de ces enjeux et lui faire comprendre les répercussions concrètes que les décisions prises peuvent avoir dans leurs vies. Il est navrant de constater l'indifférence de la majorité de la population sur ces questions et leur manque flagrant d'information. La démarche des États Généraux sur la langue est un premier pas dans la bonne direction.

Lorsque les fondations d'une maison s'enfoncent dans le sol parce qu'elle est sise sur un mauvais terrain, il ne sert strictement à rien de réparer les murs de plâtre endommagés. Ceux-ci craqueront à nouveau dès le mois après. Il faut plutôt une intervention drastique et durable. Le coût initial sera peut-être un peu plus élevé, mais le problème sera réglé une bonne fois pour toutes. Il en va de même avec la situation de la langue française. Nous sommes certes sur un terrain mouvant, mais nous pouvons nous stabiliser à condition cependant d'enfoncer les pieux de notre passion pour la langue française jusque dans les entrailles de la terre s'il le faut. Il est temps qu'on mette le problème de la langue derrière nous. Qu'on puisse enfin dormir sur nos deux oreilles sans avoir à intervenir en permanence. Pour cela, il faut créer un dispositif automatique qui assurera au français une progression inaltérable sur tous les fronts à la fois.